

cruelles à la liberté et à la vie, elle ne trouvera pas d'appuis chez les progressistes conservateurs.

Des voix: Bravo!

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, à mon avis, ce ne sont pas les Canadiens qui sont indifférents devant ce qui se passe en Amérique centrale. Les Canadiens veulent que des solutions pacifiques soient apportées dans cette région. Ils veulent que nous fassions appel aux Nations Unies, au Conseil de sécurité et à l'OEA pour y parvenir.

Monsieur le Président, nous aussi nous trouvons l'attitude de Noriega répréhensible. Nous aussi nous estimons qu'il faut déployer des efforts à l'échelle internationale pour qu'un gouvernement démocratique soit rétabli à Panama.

Mais nous savons également que Noriega est une création du gouvernement américain.

Des voix: Bravo!

Mme McLaughlin: Certes, lorsque M. Noriega a décidé de ne pas être d'accord avec le gouvernement américain, celui-ci a saisi ce prétexte pour envahir le pays.

Je me demande, à voir la réaction du gouvernement canadien, si celui-ci n'estime pas que les États-Unis ou tout autre pays devraient prendre la liberté d'envahir un pays chaque fois qu'ils désapprouvent un gouvernement.

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, les sentiments exprimés par la chef du Nouveau Parti démocratique sont tellement étrangers aux valeurs fondamentales des Canadiens en général qu'elle vient tout juste de montrer pourquoi son parti ne sera jamais appelé à former un gouvernement au Canada.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: La chef a-t-elle oublié que, en mai dernier, Panama a élu un gouvernement démocratique qui a été l'objet de répressions, de tortures et d'actes de terrorisme de la part du général Noriega et de ses brutes?

La chef a-t-elle oublié que le général Noriega est mis en accusation pour trafic de drogues et corruption aux États-Unis et ailleurs?

La députée a-t-elle oublié que le général Noriega a autorisé la diffusion d'une déclaration de guerre contre les États-Unis et que, par la suite, des citoyens américains ont été tués?

Questions orales

Les États-Unis d'Amérique ont agi pour protéger les intérêts de leurs ressortissants. Leur conduite est régie par des traités internationaux concernant Panama. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a répété à maintes reprises qu'il ne fallait intervenir qu'en dernier ressort dans tous les cas. Nous estimons que, dans les circonstances, les États-Unis d'Amérique et leur président ont bien agi.

Des voix: Bravo!

[Français]

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, si le Canada appuie les actions du gouvernement américain, est-ce à dire que nous croyons que les États-Unis ou toute autre nation peut se sentir libre d'utiliser la force lorsqu'elle désapprouve un gouvernement? Que va dire le Canada à l'Organisation des États américains, au Conseil de sécurité des Nations Unies sur ces questions? Qu'arrive-t-il du rôle de puissance intermédiaire que ce gouvernement préconisa pour le Canada au sein de l'Organisation des États américains?

Ce gouvernement refuse de condamner l'appui des États-Unis aux militaires du Salvador et ce gouvernement refuse de condamner l'invasion américaine de Panama, cela veut-il dire que ce gouvernement n'a pas de politique étrangère indépendante?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je réponds à la haute direction du Nouveau parti démocratique en français comme en anglais.

Il y a eu une déclaration de guerre par le général Noriega contre les États-Unis. Un citoyen américain a été tué par les forces du général et son épouse a été terrorisée et accablée par les forces. Les États-Unis sont intervenus suite à cette déclaration de guerre afin de protéger les citoyens et les citoyennes américains qui habitent Panama, de façon tout à fait légitime, en vertu d'un traité international qui existe depuis maintenant belle lurette.

Mais les néo-démocrates trouvent quelque chose de répugnant là-dedans, même si le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit carrément qu'il s'agissait d'un geste ultime. . . Mais, si compte tenu d'une déclaration de guerre, compte tenu d'un meurtre d'un citoyen étranger, si la direction des néo-démocrates trouve la réaction américaine excessive, ce gouvernement et ce pays ne suivront jamais son raisonnement ou ses politiques extérieures.

[Traduction]

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, je voudrais élucider un point que le premier ministre vient de soulever, mais je tiens d'abord à établir clairement que nous, libéraux, n'aimons pas Noriega.